

# Commandites et PPP, même combat?

KARIM BENESSAIEH

Scandale des commandites, Walkerton, dépassements de coûts vertigineux : voilà où mènent les partenariats public-privé chers au gouvernement Charest, ont dénoncé en chœur hier trois groupes de gauche québécois.

Ils ont demandé à Québec de retirer le projet de loi 61 créant l'Agence des partenariats public-privé (PPP), actuellement à l'étude, dans lequel ils voient une façon de « brader l'État québécois ». « L'expérience partout ailleurs montre que c'est erroné d'affirmer que les PPP entraînent des améliorations, dit Amir Khadir, porte-parole de l'Union des forces progressistes (UFP). Ce n'est pas nouveau, c'est une vieille politique qui a déjà prouvé qu'elle fait du dégât. C'est souvent plus coûteux et antidémocratique. »

En Grande-Bretagne, où on expérimente depuis une décennie la gestion d'hôpitaux par le privé, le bilan est « dévastateur », ajoute M. Khadir. Dans un éditorial cinglant, en 1999, l'éditeur du respecté *British Medical Journal*

qualifiait ainsi les PPP de « buffet gratuit » qui pourrait détruire le système de santé public. Ces projets, désignés en Grande-Bretagne comme des « private finance initiatives » (PFI), seraient plutôt des « *perfidious financial idiocies* » (des idioties financières perfides), ironise l'éditeur Richard Smith.

M. Khadir voit tout au plus dans l'élaboration de ces partenariats un « exercice idéologique » qui ne sert qu'à enrichir les entreprises privées. Les groupes de gauche ne sont toutefois pas totalement opposés à ce que le privé assume un certain rôle, précise Françoise David, fondatrice du mouvement Option citoyenne. « Peut-être qu'il y aura des partenariats, mais ça n'a pas besoin d'être géré par une agence. Cet outil en est un de privatisation et de démantèlement de l'État. »

Confier les services assumés par l'État à des entreprises privées, sans imputabilité ni transparence, conduit à des erreurs coûteuses et des scandales, estiment les porte-parole. À Walkerton, le gouvernement ontarien avait privatisé en 1996 les systèmes de contrôle et les laboratoires d'analyse de l'eau potable. En 2000, sept personnes sont mortes et des milliers d'autres sont tombées malades après avoir bu cette eau.

Le fameux scandale des commandites, dans lequel une poignée de firmes de communication proches des libéraux ont empoché près d'une centaine de millions en commissions, est présenté comme un autre dérapage néfaste. « C'est un exemple patent de PPP, d'un partenariat avec des entreprises privées qui échappent au contrôle de l'État », estime Amir Khadir.

Les groupes prévoient manifester leur opposition samedi midi, alors que les libéraux seront en congrès à Montréal.